

Communiqué de presse
Pour diffusion immédiate

Violence policière à Victoriaville:

« Une véritable tragédie »
selon la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics

Montréal, 6 mai 2012 La Coalition opposée à la privatisation et à la tarification des services publics tient à dénoncer la gestion étatique et policière du conflit étudiant qui, depuis maintenant trois mois, a contribué à l'escalade des tensions entre les parties et suscité la colère exprimée dans le cadre de la manifestation du 4 mai dernier à Victoriaville.

« Cela fait des mois que nous soulignons que le mépris gouvernemental ne fait qu'enliser la situation, mais ce n'est pas suffisant ni satisfaisant de dire : *on vous l'avait dit !* », fait remarquer Véronique Laflamme, une des porte-parole de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics. « Le gouvernement Charest aurait depuis longtemps dû prendre acte de la colère de la population au lieu de se cacher derrière la complaisance et la répression », ajoute-t-elle.

Rappelons que la manifestation, réunissant encore une fois des milliers d'étudiants et d'étudiantes, mais aussi des travailleurs et des travailleuses de tous les âges, des personnes âgées et des familles avec de jeunes enfants qui s'est déroulée à Victoriaville, était toujours pacifique au moment où les policiers de la Sûreté du Québec ont, sans avertissement ni ordre de dispersion, commencé à bombarder les manifestants et les manifestantes de gaz lacrymogènes. « Alors que les libéraux ne cessent de demander des appels au calme de la part des porte-paroles étudiants, les forces policières répriment dans la violence une manifestation citoyenne. Cette situation de deux poids deux mesures doit cesser. Des gens auraient pu perdre la vie hier. Il est temps que le premier ministre dénonce clairement la violence policière. » ajoute Jeanne Reynolds, co-porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), une des associations étudiantes membre de la Coalition.

La Coalition réproouve les gestes de violence physique commis par certaines personnes présentes envers d'autres. Elle retient toutefois que ce sont là des gestes isolés grandement suscités par le silence du gouvernement Charest et la répression policière du conflit qui sévissent depuis maintenant 13 semaines.

De nombreuses personnes ont été blessées par les projectiles policiers, dont certaines très gravement. « Vendredi soir dernier, nous avons assisté à une véritable tragédie. Des enfants ont été incommodés par les gaz lacrymogène. On a craint pour la vie d'un étudiant. C'est complètement inacceptable que l'intervention de la police puisse mener à de telles situations », s'inquiète Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), une autre association étudiante membre de la Coalition.

La Coalition tient par ailleurs à dénoncer les exercices de pêche à l'aveugle auxquels se sont livrés les policiers en interpellant et arrêtant abusivement des centaines de manifestants et manifestantes se trouvant dans des autobus à leur retour de Victoriaville. Elle tient à joindre sa voix à Amnistie International et à la Ligue des droits et libertés afin de condamner les atteintes au droit à la liberté d'expression, au droit de manifester et aux droits judiciaires les plus élémentaires garantis dont nous avons été témoins depuis le début de la grève étudiante. Rappelons que ce sont là des droits fondamentaux garantis, tant par la Charte des droits et libertés du Québec que par la Charte canadienne des droits et libertés.